

*La violence des jeunes ne vient pas du laxisme des parents, mais au contraire de leur trop grande coercition.*

# Maltraités, maltraitants

par NATHALIE TARQUIS

**S**elon une récente enquête, demandée par la secrétaire d'Etat aux Droits des femmes, Nicole Péry, une femme sur dix subit des violences conjugales. Ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance, Ségolène Royal affirme pour sa part qu'un enfant sur dix est victime d'agressions sexuelles, maltraitances qui ne représentent qu'un tiers des mauvais traitements en général. Une enquête de la Sofres nous apprend que seulement 16% des parents ne frappent jamais leurs enfants.

Si l'on croise ces données, il apparaît qu'un nombre important d'enfants (3,4 sur 10) est confronté à une violence familiale chronique.

De nombreuses études mettent en évidence les dégâts immédiats et à plus long terme que peut engendrer l'exposition à la violence, notamment sur le plan comportemental. En France, une enquête de Marie Choquet et Sylvie Ledoux, réalisée sur 12000 jeunes (1), montre que «*les filles, mais surtout les garçons qui ont été victimes de violences, sont eux-mêmes plus violents que ceux qui n'ont pas subi ces atteintes*». De même, aux Etats-Unis, le pédiatre Murray Strauss (2) apporte la preuve, chez plus de 900 mères d'enfants de 2 à 14 ans, que plus les punitions corporelles sont utilisées, plus les enfants s'engagent dans des conduites et des actes impulsifs.

Si l'enfant violent ne devient pas irrémédiablement un jeune ou un adulte violent – grâce, notamment, aux rencontres affectives majeures et positives qu'il pourra

faire au cours de son développement –, on sait que tous les parents maltraitants ont été maltraités ou humiliés dans leur enfance. On sait aussi que la majorité des criminels a eu une enfance saccagée. Ces équations sont tellement vraies qu'on en redoute l'exploitation systématique sur le plan judiciaire.

On pourrait croire qu'une fois établi, un

savoir fait de toutes ces connaissances statistiques, épidémiologiques, cliniques, remplacerait une opinion qui n'a de raison d'être que de combler provisoirement un vide explicatif. Et pourtant, il en est une qui perdure en dépit de toute logique et qui répond probablement à des forces politiques, c'est l'idée selon laquelle la violence des jeunes qui peut conduire au crime serait due à un laxisme parental. Terme qui n'a jamais été défini par ceux qui l'emploient, mais qui correspond à la représentation qu'ils se font de l'éducation post-soixante-huitarde. Ils sous-entendent ainsi démission parentale, trop grande permissivité, absence d'interdits, bref, tolérance excessive. Hypothèse erronée, parfaitement inadaptée aux populations qu'elle concerne aujourd'hui et de surcroît dangereuse puisqu'elle suggère plus de coercition là où justement il y en a déjà eu trop. On a même entendu récemment à la télévision un magistrat vanter les mérites de la fessée et se féliciter de ne pas être en Suède! Ce pays, où on enregistre un recul patent de la violence et de la criminalité, a adopté il y a plus de vingt ans une loi interdisant tout châtiment corporel à l'encontre des enfants.

D'un côté, on a donc un nombre bien réel de familles où règne la violence des mots et des coups, de l'autre des adolescents qui sèment la terreur dans quelques collèges ou quartiers, et en dépit de la logique qui voudrait que le lien de cause à effet soit évident, on a

recours à un diagnostic non fondé qui n'est là que pour calmer notre sentiment d'insécurité face à ces jeunes et répondre au besoin «tripal» de punition que toutes leurs exactions suggèrent.

Quand acceptera-t-on que la vérité prime sur la démagogie? Quand acceptera-t-on de reconnaître qu'un enfant n'en vient pas à tuer parce qu'on l'a laissé tout faire, mais bien parce que ses parents lui ont donné l'exemple de la violence depuis qu'il est petit par l'arbitraire des

règles familiales qu'ils lui ont imposées, l'incohérence affective et la brutalité éducative auxquelles ils l'ont soumis. Il faut psalmodier cette évidence jusqu'à ce qu'elle entre dans les mentalités: la violence agie est la conséquence d'une violence subie dans l'enfance à titre éducatif.

Le fameux laxisme parental dont on nous rebat les oreilles ne peut donc être que l'envers d'une même médaille. C'est parce qu'à la place des mots, il y a eu trop souvent des coups toujours plus forts mais de moins en moins efficaces, que l'enfant devient un jour cet adolescent plus grand que son père, et que frapper pour l'adulte est forcément moins facile. Alors et alors seulement le laxisme s'installe définitivement – mais l'abandon affectif était déjà là depuis longtemps. N'est-il pas temps de comprendre que ces gamins, prêts à tuer pour un «nique ta mère», sont justement ceux dont le père maltraite toute la famille et sans doute principalement la mère? Pourquoi laisse-t-on accréditer l'idée mystificatrice d'une violence de l'enfant, naturelle, originelle qui s'exercerait faute d'avoir été suffisamment canalisée par des parents «de bonne volonté»?

Comment ces parents, qui ont toujours «maté» leur enfant, confondant éducation et dressage, autorité et despotisme, peuvent-ils d'ailleurs comprendre que des professionnels leur reprochent de ne pas avoir assez serré la vis? Ils ne peuvent tout de même pas laisser sur le carreau leur gosse insotimis, parce qu'ils seraient alors jugés pour mauvais traitements! Leur a-t-on dit au moins que gâcher son gosse tous les jours parce qu'il fait pipi au lit, l'insulter pour rien parce qu'il a perdu sa trousse ou ramené une mauvaise note, l'humilier parce qu'il suce son pouce alors que soi-même on a constamment une cigarette aux lèvres, l'envoyer au lit sans manger parce qu'on l'aura trouvé en train de regarder la télé au lieu de faire ses devoirs, hurler et s'insulter avec une vulgarité qui dépasse l'entendement alors que l'enfant, dans la pièce d'à côté, n'arrive pas à s'endormir parce qu'il a peur, leur a-t-on dit combien cette violence ordinaire laissait l'enfant dans l'impuissance et fomentait sa haine? Ils savent certes que les mauvais traitements sont interdits, mais chacun en a une appréciation très subjective et à partir du moment où les médias nous montrent des témoignages de maltraitance barbare, la violence ordinaire, chronique, est du même coup complètement banalisée et parler de sa nocivité de-

vient presque indécent.

Pour peu que le jeune soit en échec scolaire, et que la misère socioculturelle de son foyer ne lui donne aucune chance de voir des choses bonnes et belles, il a une image de lui tellement dégradée qu'il ira puiser dans «une bande» la chaleur affective qui lui a manqué et dans les actes délictueux ce sentiment de toute-puissance qui n'est que le pendant d'une grande faille narcissique. Et le phénomène de groupe n'a plus

qu'à exercer ses ravages...

Il faut des «écoles de parents» pour aider concrètement les plus démunis à trouver des alternatives à la violence et à développer des compétences parentales; il faut une loi interdisant les châtiments corporels, qui autorisera des injonctions de suivi éducatif pour les parents; il faut des effectifs de classes maternelles réduits de moitié dans les quartiers défavorisés pour prévenir l'échec scolaire et donner aux enfants la compétence verbale qui leur permettrait d'exprimer leurs émotions avant qu'elles ne s'éparpillent en crachats, en insultes ou en coups; il faut des équipes pédagogiques motivées composées d'enseignants ayant choisi leur poste, ce que ne permet pas l'attribution au barème; il faut un chef d'établissement juste, autoritaire et néanmoins chaleureux, choisi pour ces qualités là, pour qu'enfin ces enfants qui n'ont connu que l'arbitraire et l'échec retrouvent de la cohérence et de la justice en même temps que de l'estime de soi ●

**Nathalie Tarquis** est psychologue scolaire et clinicienne.

(1) «Adolescents, enquête nationale», Inserm, 1994.

(2) University of New Hampshire, 1994.